

La bio

entre business & projet de société

*Sous la direction de Philippe Baqué
avec la collaboration de Hind Aïssaoui Bennani,
Pierre Besse, Michel Besson, Clémentine Cirillo-Allahsa,
Patrick Herman, Laetitia Mailhes, Silvia Pérez-Vitoria*

La Bio entre business et projet de société, Agone 2012

Quel sens donner à la bio ?

Introduction

LES AUTEUR-E-S de ce livre sont agriculteurs, journalistes, sociologues, militants et, comme tous les citoyens soucieux de leur alimentation et de la société dans laquelle nous vivons, nous nous sentons concernés-e-s par l'*agriculture biologique* – que nous appellerons « *la bio* » par la suite. Elle est pour nous bien plus qu'une technique agronomique. Elle est porteuse d'un projet de société.

Nous nous sommes donc posé des questions sur son devenir quand nous avons constaté que la grande distribution et l'industrie agroalimentaire, longtemps farouches adversaires de la bio, ayant repéré un marché porteur, tentaient de l'annexer purement et simplement et de la vider de son sens. Nous avons souhaité mettre au jour les pratiques d'un certain nombre de filières se réclamant de l'agriculture biologique mais dont les techniques commerciales et financières ont pour but principal de l'intégrer dans un système industriel, productiviste et capitaliste mondialisé.

Nous avons évidemment aussi tenu à montrer qu'existe toujours une agriculture biologique fidèle à ses principes. Cette bio se manifeste sous une infinité de formes, toutes respectueuses des ressources locales et des savoir-faire paysans, qui sortent du cadre étroit d'une définition purement technique. Elle est en relation

étroite avec l'agroécologie¹, science qui envisage toute production agricole dans son contexte écologique, social et politique.

Comme nos questionnements en soulevaient d'autres, nous sommes allés à la rencontre des acteurs du *marché de la bio* – que nous appellerons par la suite « *le bio* » : des paysans mais aussi des commerçants, des industriels et des consommateurs. Nous avons pour cela enquêté en France et dans une dizaine de pays. Nous avons ainsi été confrontés à des réalités diverses, souvent opposées et contradictoires. Nous nous sommes retrouvés face à des pratiques, des systèmes de production et des mécanismes économiques qui nous ont semblé très éloignés des principes de la bio et même souvent dangereux pour son avenir. Nous avons aussi découvert des expériences riches d'enseignements essentiels en observant les rapports des paysans avec la terre et les relations humaines qu'ils induisent.

Pour restituer cet ensemble d'investigations, de rencontres et de réflexions, nous nous sommes appuyés sur la diversité et la complémentarité de nos parcours en proposant des informations et des interrogations plutôt que des réponses définitives ou des solutions miracle. Ni donner des leçons ni proposer un catalogue du « bio fréquentable » pour des consommateurs déjà saturés de labels et de certifications. Plutôt favoriser une réflexion autonome et une initiative collective. Et, s'il nous arrive de prendre position, c'est afin d'ouvrir des pistes pour un débat, plus que jamais nécessaire : « entre business et projet de société », quel sens donner à la bio ?

1. Lire *infra*, chap. XVI, « Au-delà de la bio, l'agroécologie, un outil de transformation sociale », p. 383.

« Bien-être » ou critique du « mal-avoir » ?

L'agriculture biologique a le vent en poupe. Après une succession de crises sanitaires mondiales majeures, de plus en plus de citoyens sont demandeurs de produits sains. Des documentaires et ouvrages très critiques vis-à-vis des conséquences désastreuses d'une utilisation massive des pesticides et des nitrates ont présenté l'agriculture biologique comme la « solution miracle » qui allait protéger la santé des consommateurs et éventuellement sauver la planète. Mais qu'est-ce que l'agriculture biologique ?

Entre mode de production reposant sur un ensemble de techniques, labels commerciaux et prétentions éthiques et philosophiques, la bio est moins simple à définir qu'il n'y paraît. L'un des objectifs de ce livre est précisément d'y voir plus clair. Quoi qu'il en soit, la bio est devenue « tendance » et a pris parfois des allures de nouvelle croyance. Une partie de la bio est sortie de la niche des marchés paysans et des boutiques spécialisées pour être intégrée au marché de masse de la moyenne et grande distribution, prenant au passage les caractères d'une industrie au service d'un bio-business en pleine expansion. Quels points communs existe-t-il entre les paysans qui vendent leurs produits bio, avec une réflexion sur un prix juste, sur des marchés de plein vent ou au sein d'Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne), et une enseigne de la grande distribution qui propose sur ses linéaires des produits bio importés de l'autre bout du monde, au bilan carbone catastrophique et vendus entre cinq et dix fois leur prix d'achat ? Quelles valeurs partagent les acteurs de ces pratiques ?

Plutôt qu'une démarche globale, indissociablement écologique, sociale, éthique et politique, peut-on réduire la bio à une distribution d'aliments sans pesticides pour consommateurs occidentaux soucieux de leur santé ? La bio peut-elle se mettre au service du « bien-être » d'une

partie de la population sans ébranler les fondements d'une société fondée sur le « mal-avoir » ? Ces questions ne sont pas nouvelles. Elles traversent le mouvement de l'agriculture biologique depuis les années 1960. Mais avec la mondialisation de l'économie, elles se posent désormais à l'échelle planétaire. Et l'évolution des techniques de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires oblige à reformuler en permanence les fondements de la bio.

Sur le marché français, la demande de produits bio n'a cessé de croître depuis le début des années 1990, sans être ralentie par la crise. Entre 2008 et 2009, les ventes ont encore progressé de 19 %¹. Mais en 2011, malgré une moyenne de quinze agriculteurs convertis chaque jour en France, le nombre d'hectares exploités en bio décollait difficilement des 3 % de la surface agricole utile (SAU), bien loin des 6 % fixés par le Grenelle de l'environnement comme objectif pour 2012.

Pourquoi ? À l'écoute des lobbies de l'industrie agro-alimentaire, les gouvernements successifs n'ont jamais vraiment favorisé le développement de l'agriculture biologique. Et le Grenelle de l'environnement n'y a rien changé. Ses effets médiatiques n'étant plus (électoralement) porteurs, le gouvernement Sarkozy a revu à la baisse les aides consacrées à la bio. La loi de finances de 2011 a ainsi réduit de 4 000 à 2 000 euros le crédit d'impôt sur le revenu dont pouvait bénéficier chaque agriculteur certifié bio – ce qui était une mesure phare du Grenelle. Les 17 millions d'euros du budget global de ce crédit, réduit de moitié par rapport à 2010, sont à comparer aux aides au développement des agrocarburants en France, dont le montant, en hausse, était de 196 millions d'euros en 2011¹. Et dont la principale société à en bénéficier n'est autre que Sofiprotéol, présidée par Xavier

1. Dans une étude menée entre 2005 et 2010 sur la politique d'aide aux biocarburants en France, la Cour des comptes estime que les consommateurs ont

Beulin, dirigeant de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Pour Sofiprotéol, qui a des intérêts dans les élevages intensifs de porcs chimiques, le bio doit continuer à occuper une part marginale et contrôlée du marché mondial, rien de plus. À l'image des huiles d'olive parfumées au macadamia importé d'Australie et au sésame originaire de Chine, commercialisées par Lesieur, l'une de ses filiales. Le gouvernement français partage cette vision. Nicolas Sarkozy l'a bien fait comprendre aux barons de l'industrie agro-alimentaire en déclarant au Salon de l'agriculture en 2010 : « L'environnement, ça commence à bien faire ! » Entre une agriculture biologique paysanne locale au service de la souveraineté alimentaire et une agriculture bio mondialisée et labellisée au service des intérêts des grands groupes, le gouvernement a fait son choix. Ce choix peut-il être le nôtre ?

Développer le marché de la bio à tout prix ?

Plus de 35 % des produits labellisés bio consommés sur le territoire français sont importés. En 2008, les importations de fruits et légumes ont augmenté de 22 % et représentaient 60 % des approvisionnements. Les groupes de la grande distribution qui ont investi dans le marché de la bio ont tout intérêt à encourager les importations, qui leur permettent d'accroître leurs bénéfices. Ce système est fondé sur la production en grandes quantités et à coûts réduits, grâce à des techniques de cultures industrielles, à l'exploitation de la main-d'œuvre et au pillage des ressources naturelles, de fruits et de légumes labellisés bio au Maroc, en Italie, en Espagne ou en Israël. Achetés à très bas prix par les

déboursé trois milliards d'euros de plus pour les biocarburants, en raison d'une consommation plus importante et de mesures fiscales².

intermédiaires ou les centrales d'achat, qui mettent les producteurs en concurrence, ces fruits et légumes procurent des marges confortables à la grande distribution qui les vend sur ses linéaires deux ou trois fois plus cher que les fruits et légumes non bio.

Ce système permet aussi à la grande distribution de maintenir une pression constante sur les producteurs français. Ainsi, l'industrie laitière met-elle en concurrence le lait bio français avec du lait bio venu d'autres pays européens. Tandis que les puissantes coopératives agricoles nourrissent les élevages intensifs labellisés bio à moindre coût avec du soja non moins labellisé, en provenance du Brésil et souvent produit, en plus, grâce à la déforestation.

Les filières regroupées sous le terme générique « bio », structurées par les coopératives tentaculaires et la grande distribution, sont à l'image de l'agriculture conventionnelle qui leur a permis de bâtir leurs empires : une agriculture intensive et productiviste qui cherche à maximiser les profits. La bio chère aux Leclerc, Auchan, Terrena, Maïsadour et autres emprunte donc tout naturellement les voies déjà tracées de la mondialisation. La demande en masse de produits à moindre coût et en toute saison stimule, dans les pays du Sud, le développement d'agricultures biologiques intensives fondées sur la monoculture, la concurrence sauvage, la spoliation des terres et l'exploitation de la main-d'œuvre. En conformité avec la réglementation européenne du label officiel « AB », qui n'impose aucune limite à ces pratiques. Au motif de « développer l'agriculture biologique », faut-il s'engouffrer dans cette voie ?

Chaque année, l'Agence Bio, groupement d'intérêt public et vitrine officielle de la bio en France, publie un rapport sur l'état de l'agriculture biologique dans le monde³. Sans dissimuler une certaine autosatisfaction, ce rapport confirme invariablement la progression de la bio – ce qui devrait amener le lecteur à se réjouir. Ainsi,

de 1999 à 2008, la surface mondiale cultivée en bio labellisée aurait été multipliée par 3,3 et atteindrait désormais les 35 millions d'hectares. En Europe, la bio aurait connu une croissance de 8,2 % en 2008 et couvrirait 4,3 % de la SAU (surface agricole utile). À ce rythme-là, l'ensemble de la SAU européenne sera convertie à la fin du siècle. L'optimisme est donc de mise.

Toutefois, une analyse affinée tempère cette euphorie. Ainsi, aux îles Malouines – citées par l'Agence Bio comme l'exemple le plus remarquable d'une progression fulgurante de la bio –, les 400 000 hectares déclarés convertis en bio en une année appartiennent à dix exploitations et sont des prairies naturelles extensives où l'éleveur n'intervient quasiment pas : ces prairies étaient « bio » avant leur conversion. De même en Argentine, où 90 % des 4,4 millions d'hectares labellisés bio sont des terres consacrées à l'élevage de moutons et la propriété de fermes de 80 000 hectares en moyenne. Idem pour les 12 millions d'hectares bio de l'Australie et pour une grande partie du 1,3 million d'hectares bio en Espagne. Les deux tiers des surfaces mondiales certifiées bio sont des prairies extensives et une partie importante est constituée de grandes exploitations spécialisées dans des monocultures d'exportation (soja, huile de palme, blé, quinoa, etc.). La « conversion » de ces domaines est motivée par l'avantage concurrentiel que représente le label sur le marché mondial, quand ce n'est pas l'attrait de subventions.

Faut-il se réjouir de voir honorés du label « AB » des systèmes de production reposant sur la grande propriété foncière et qui concurrencent sévèrement la petite production traditionnelle partout ailleurs dans le monde ? La certification bio des surfaces agricoles se développe notamment en Amérique latine (+ 26 %), en Asie (+ 10 %) et en Afrique (+ 6 %). Donc sur des territoires où les habitants ne consomment pas, ou très peu, leurs propres productions bio. Celles-ci sont destinées aux

consommateurs en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, en Suisse et en Amérique du Nord. Est-ce le rôle de la bio de contribuer au renforcement d'un système économique qui rend les paysans du Sud toujours plus dépendants et les met au service exclusif des consommateurs du Nord ?

L'industrie, la grande distribution et le commerce international sont des problématiques majeures sur lesquelles les acteurs de la bio doivent absolument se positionner. Mais ces derniers ont bien d'autres problèmes à affronter.

Pour commencer, les agriculteurs bio peuvent-ils se satisfaire de semences sélectionnées par des méthodes contraires à leurs principes de respect du vivant et vendues par les multinationales qui diffusent des OGM sur toute la planète ? La bio peut-elle contribuer à l'affaiblissement de la biodiversité ?

Ensuite, les systèmes de certification qui garantissent les labels bio sont-ils des outils d'émancipation pour les producteurs et les consommateurs ou ne sont-ils plutôt qu'un rouage supplémentaire du vaste appareil bureaucratique qui nous promet une société de contrainte ?

Qu'est-ce que la bio peut espérer d'autorités publiques qui, à l'échelle nationale et internationale, mettent en œuvre des politiques opposées à ses fondements tout en maîtrisant le contenu des cahiers des charges des labels bio officiels ?

Il est fondamental de se demander comment on peut rester cohérent dans la mise en application des principes de la bio tout en recherchant une certaine efficacité économique.

L'heure des choix

La bio est à la croisée des chemins : d'un côté des dérives délétères portées par les plus puissants acteurs écono-

miques et politiques ; de l'autre, des initiatives de tous ordres mais inspirées par les principes écologiques, sociaux et philosophiques posés par les fondateurs de la bio et repris par la charte adoptée en 1972 par la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (Ifoam) ¹.

Selon cette charte, l'agriculture biologique doit produire plus d'énergie qu'elle n'en consomme et respecter la spécificité des terroirs en favorisant l'expression des potentialités naturelles et humaines. Cette agriculture doit favoriser la solidarité entre tous les membres de la filière bio au niveau international et ne doit pas participer au pillage des pays pauvres. Elle doit rapprocher le producteur du consommateur par l'information sur les conditions de production et de transformation et par la transparence dans les démarches destinées à garantir la qualité des produits. La coopération est préférable à la compétition. Les tailles des exploitations doivent être à échelle humaine. Des prix équitables et résultant d'une concertation doivent être pratiqués à tous les échelons de la filière. Enfin, cette charte de l'Ifoam entend privilégier la distribution de proximité.

Ces principes ont été repris, en France, par la plupart des organisations de la bio. Mais aujourd'hui, entre ces principes et la réalité de la production et du commerce de la bio, la contradiction est souvent flagrante. Ces principes sont pourtant toujours d'actualité. Ils continuent d'inspirer les initiatives découvertes au fil des enquêtes et des rencontres qui ont servi de base à la rédaction de ce livre.

Des expériences paysannes et citoyennes de production et de distribution en rupture avec le système dominant se multiplient et se renforcent partout sur la planète. Certaines ne sont pas certifiées bio. D'autres

1. Voir note 1, p. 57.

se sont inspirées de modèles agroécologiques existant bien avant l'apparition de la certification bio. Toutes sont originales et révélatrices de capacités de résistance, d'organisation et de création. Ces initiatives déploient toutes les ressources de l'imagination et explorent les failles d'un système économique et politique aussi puissant qu'hostile. Les réponses à toutes les questions que nous venons de poser sont déjà là, dans un mouvement social diffus et encore peu organisé mais qui porte en lui l'aspiration à une société plus juste et à un lien renouvelé entre l'homme et la nature.

Quelle que soit l'importance de l'héritage laissé par les pères fondateurs, la bio ne trouve pas sa force dans sa contemplation mais dans l'ouverture d'un dialogue entre les producteurs et les consommateurs, entre les paysans et les chercheurs, entre les militants et les élus locaux. Entre les organisations de la bio et des forces politiques et sociales qui leur étaient jusque-là étrangères. Ce mouvement ne s'affirme ni par des réalisations matérielles ni par des prouesses économiques mais par le partage toujours plus large de préoccupations communes sur le devenir de la terre, la permanence des semences, la solidarité entre les hommes, la sécurité de l'approvisionnement alimentaire, la saveur des aliments, etc.

Est-il encore possible que la bio soit porteuse d'un projet de société ? Nous le croyons. Il est de bon ton de dire que la bio n'est qu'une mode passagère. On prédit depuis longtemps l'échec de ses méthodes de culture et de ses prétentions sociales, et sa disparition prochaine. Nous avons trouvé bien des raisons de craindre ces dangers. Mais aussi, et surtout, un foisonnement de solutions pour y échapper.